

Décision n° 06-0441
de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
en date du 11 avril 2006
abrogeant la décision n° 03-728 du 17 juin 2003
autorisant la société Plenexis Gesellschaft für Satelliten Kommunikation mbH
à établir et à exploiter un réseau indépendant de télécommunications par satellite
de type VSAT pour le compte de la société DLR

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu les articles L.36-7 (6°) et suivants du code des postes et des communications électroniques ;

Vu l'article R.20-44-11 du code des postes et des communications électroniques ;

Vu le décret du 3 février 1993 modifié relatif aux redevances de mise à disposition de fréquences radioélectriques et de gestion dues par les titulaires des autorisations attribuées en application des articles L.42-1 et L.42-2 du code des postes et des communications électroniques ;

Vu le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L.32 du code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques ;

Vu le décret n° 2005-400 du 27 avril 2005 relatif aux délais d'octroi des autorisations d'utilisation de fréquences et de notification des conditions de leur renouvellement et aux obligations qui s'imposent aux titulaires pour permettre le contrôle de leurs conditions d'utilisation ;

Vu l'arrêté du 25 mars 2004 relatif au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la décision de l'Autorité n° 03-728 du 17 juin 2003 autorisant la société Plenexis Gesellschaft für Satelliten Kommunikation mbH à établir et à exploiter un réseau indépendant de télécommunications par satellite de type VSAT pour le compte de la société DLR ;

Vu la demande présentée par la société Plenexis Gesellschaft für Satelliten Kommunikation mbH et reçue le 4 avril 2006 ;

Après en avoir délibéré le 11 avril 2006 ;

Décide :

Article 1 – La décision n° 03-728 susvisée est abrogée à compter de la date de la présente décision.

– Les fréquences correspondantes, telles que figurant à l'annexe 1 de la présente décision sont restituées.

Article 2 – Le chef du service opérateurs et régulation des ressources rares de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur.

Fait à Paris, le 11 avril 2006

Le Président

Paul CHAMPSAUR